

# BAROMETRE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

■ ■ ■ 1<sup>er</sup> trimestre 2017 : les immatriculations au RCS (auto-entrepreneurs inclus) et le stock d'entreprises actives à Paris sont en hausse, respectivement de 1,3 % et 2,5 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 ; En matière de procédures collectives, les règlements amiables (ouvertures de mandats ad hoc et de conciliation) progressent de 5 %, avec une forte hausse des emplois salariés concernés (+ 88 %) ; les ouvertures de sauvegarde augmentent de 71 % tandis que les ouvertures de redressement judiciaire stagnent (112 en 2016 et 2017). Le nombre d'emplois concernés par ces deux procédures cumulées est en diminution (- 26 %) ; les jugements d'ouverture de liquidation judiciaire sont en baisse (- 6 %) ; En matière contentieuse, le volume de jugements prononcés diminue de 2,6 % ; les ordonnances d'injonction de payer augmentent de 6 % et les ordonnances sur requête de 14 % ; les ordonnances de référé diminuent de 2 % ; enfin, le taux de réussite des conciliations enregistre une forte augmentation (28 %) par rapport à la même période de l'année précédente (18 %) ■ ■ ■

## Inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris

### 394 810 entreprises en activité au 31 mars 2017

Au 31 mars 2017, le stock d'entreprises actives (394 810) enregistre une hausse de 2,5 %, avec 9 511 entreprises supplémentaires en activité à Paris par rapport au 31 mars 2016.

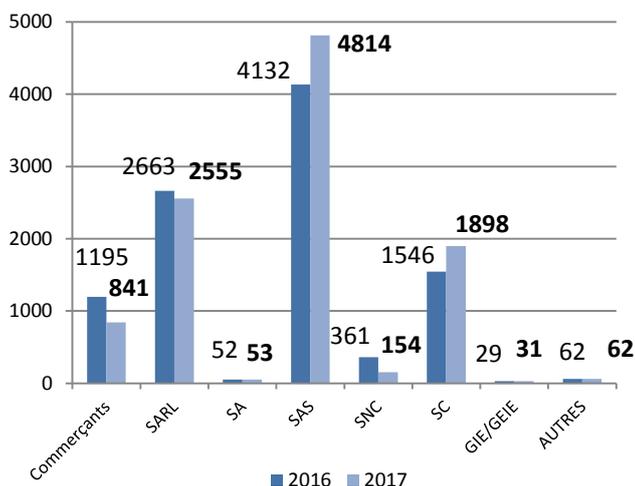
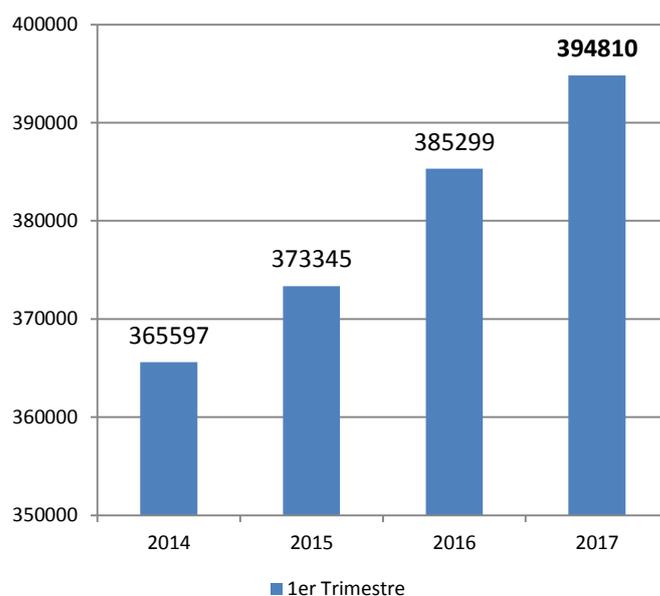
### Immatriculations d'entreprises

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le RCS de Paris enregistre l'immatriculation de 9 775 nouvelles entreprises, soit une augmentation de 1,3 % par rapport à 2016. Parmi ces immatriculations, on dénombre 731 auto-entrepreneurs.

### Typologie des dirigeants à la tête des nouvelles entreprises

69 % des nouveaux dirigeants sont des hommes, 23 % sont des femmes, 8 % sont des personnes morales.

## Stock des entreprises



## Statut juridique des entreprises commerciales immatriculées

71,3 % des immatriculations concernent des entreprises commerciales. Sont notamment recensées : 24,5 % de SARL, 46,3 % de SAS, 0,5 % de SA ; 8,1 % sont des commerçants, des EIRL et des auto-entrepreneurs. Les sociétés civiles représentent 18,2 % des nouvelles entreprises. Les autres statuts juridiques constituent 2,4 % des immatriculations : SNC, GIE, GEIE, sociétés d'exercice libéral, coopératives, etc.

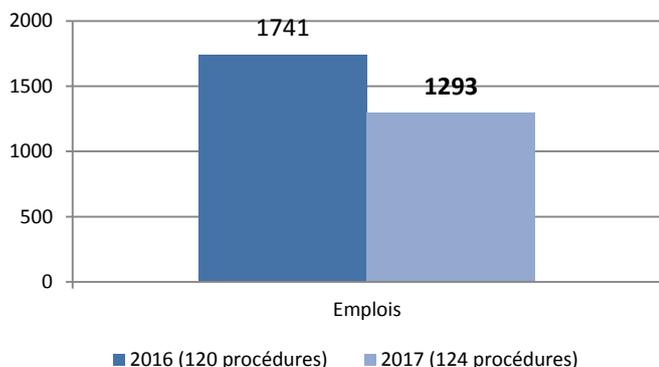
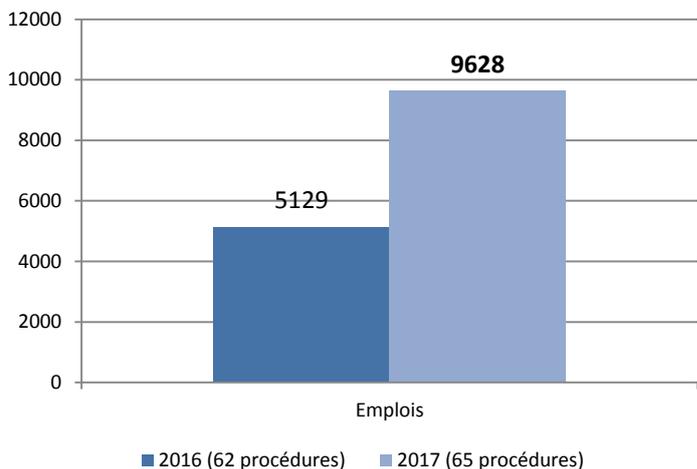
A noter : les créations de SAS enregistrent une hausse de 5 points au 1<sup>er</sup> trim. 2017, par rapport à 2016 ; la part des SARL est en recul de 2 points.

## Prévention des entreprises en difficulté

**Détection des difficultés :** 564 dossiers d'entreprises en potentielle difficulté ont été ouverts au 1<sup>er</sup> trim. 2017, soit une légère hausse (0,9 %) par rapport à 2016.

**Traitement préventif :** 68 demandes de mandat ad hoc et de conciliation ont été présentées au tribunal au 1<sup>er</sup> trim. 2017, soit 5 % de plus qu'en 2016. Celles-ci ont donné lieu à l'ouverture de 65 procédures, soit une hausse de 5 % par rapport à 2016.

**Emplois et passifs\* :** 9 628 emplois au 1<sup>er</sup> trim. 2017 étaient concernés par ces procédures, soit une augmentation de 88 % par rapport à 2016. Le montant des passifs traités dans le cadre de celles-ci a porté sur 3 615 millions € au 1<sup>er</sup> trim., contre 605 millions € en 2016.



## Procédures d'observation et de traitement des difficultés

**Sauvegardes :** 12 procédures de sauvegarde ont été ouvertes par le tribunal au 1<sup>er</sup> trim. 2017, contre 7 en 2016.

**Redressements judiciaires :** 112 procédures ont été ouvertes en 2017 (idem en 2016).

**Emplois :** 1293 salariés étaient concernés par ces procédures au 1<sup>er</sup> trim. 2017, en baisse de 26 % par rapport à 2016.

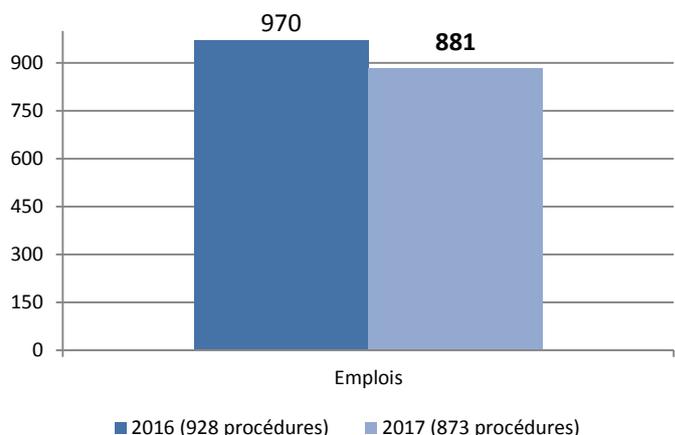
**Plans en cours :** 920 plans (sauvegarde, continuation ou cession) étaient en cours d'exécution au 31 mars 2017, contre 917 en 2016.

## Liquidations judiciaires

**Jugements d'ouverture :** 873 jugements d'ouverture ont été prononcés au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, chiffre en baisse par rapport à 2016 (- 6 %).

**Emplois\* :** 881 salariés étaient concernés (contre 970 en 2016, - 9 %), soit en moyenne près d'un salarié par procédure.

**Procédures en cours :** 7 622 procédures étaient en cours devant le tribunal au 31 mars 2017. 680 procédures ont été clôturées en 2017 (-26 % par rapport à 2016).



\* Il s'agit des emplois/passifs déclarés ou connus

